

Certifié conforme à l'original :

Certified to be a correct copy :

BARON DE SIEBOLD.
D. W. STEVENS.
TSUDZUKI KEIROKU.
JOHN. H. GUBBINS.
P. DE LUCY-FOSSABIEU.

18

PROCOLE N^o 25.

SÉANCE DU 2 AVRIL 1887.

La Conférence s'est réunie à dix heures du matin sous la présidence du Comte Inouyé.

Étaient présents :

Pour le Japon :
Le Comte Inouyé et M. Aoki ;
Pour la France :
M. Sienkiewicz ;
Pour l'Autriche-Hongrie :
Le Comte Charles Zaluski ;
Pour la Grande-Bretagne :
Sir Francis R. Plunkett et M. Hannen ;
Pour l'Italie :
M. de Martino ;
Pour la Belgique :
M. Neyt ;
Pour l'Allemagne :
M. von Holleben et M. Zappe ;
Pour la Russie :
M. Schévitch ;
Pour les Pays-Bas, pour la Suède et Norvège et pour le Danemark :
M. van der Pot ;
Pour l'Espagne :
M. Delavat ;
Pour Hawaii :
M. Irwin ;
Pour le Portugal :
M. Loureiro ;
Pour la Confédération suisse :
M. von Holleben.

Le Président annonce que le temps a manqué pour préparer le protocole de la dernière séance : la signature de ce document devra donc être renvoyée à la prochaine séance.

Sur l'ordre du Président, il est donné lecture de la lettre suivante du Délégué des Etats-Unis :

PROCOL N^o 25.

MEETING OF THE 2ND APRIL,
1887.

The Conference met at 2 o'clock in the afternoon under the presidency of Count Inouye.

There were present :

For Japan :
Count Inouye and Mr. Aoki ;
For France :
Mr. Sienkiewicz ;
For Austria-Hungary :
Count Charles Zaluski ;
For Great Britain :
Sir Francis R. Plunkett and Mr. Hannen ;
For Italy :
Mr. de Martino ;
For Belgium :
Mr. Neyt ;
For Germany :
Mr. von Holleben and Mr. Zappe ;
For Russia :
Mr. Schévitch ;
For the Netherlands, for Sweden and Norway, and for Denmark :
Mr. van der Pot ;
For Spain :
Mr. Delavat ;
For Hawaii :
Mr. Irwin ;
For Portugal :
Mr. Loureiro ;
For the Swiss Confederation :
Mr. von Holleben.

The President stated that as there had not been time to prepare the Protocol of the last meeting, its signature would be postponed until the next sitting.

The following letter from the Delegate of the United States was read by direction of the President : —

"Légation des Etats-Unis
"Tokio, le 1er Avril 1887.

"A son Excellence

"le Comte Inouye Kaorn &c. &c. &c.

"Monsieur le Président,

"J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que l'état de ma santé est assez peu satisfaisant pour que, de l'avis de mon médecin, je ne puisse pas me rendre à la séance de la Conférence qui est fixée au samedi 2 courant à 10 heures du matin. En conséquence, je prie Votre Excellence d'accepter et de vouloir bien transmettre à mes collègues l'expression de mes regrets.

"Je confirme formellement par la présente le vote que l'honorable premier Délégué de Grande-Bretagne a bien voulu émettre en mon nom en ce qui concerne l'article relatif aux condamnations capitales, qui a été accepté par la Conférence à la séance du 31 Mars dernier.

"J'ai eu l'honneur de recevoir le texte de la déclaration de Votre Excellence relativement à la nomination des juges de nationalité étrangère, telle qu'elle est stipulée dans le projet de Convention; mais, vu la haute importance de la question soulevée par cette déclaration, je me trouve dans l'obligation de m'abstenir d'exprimer formellement pour l'instant une opinion quelconque sur ce point.

"Veuillez agréer etc.,

"(Signé) Richard B. Hubbard."

M. Neyt rappelle qu'à la dernière séance, s'étant trouvé obligé de se prononcer à l'improviste, il avait dû entourer de certaines réserves son vote sur le paragraphe 18 de l'Article VII. Il est heureux de faire connaître aujourd'hui qu'après s'être assuré des dispositions de la loi belge sur le point dont il s'agissait, il se voit en mesure de notifier son acceptation pure et simple de ce paragraphe.

Le Président prend acte avec satisfaction de la déclaration du Délégué de Belgique.

La discussion étant reprise sur l'Article VIII (ancien VI)

M. Sienkiewicz demande à faire une observation. La dernière partie de l'article, tel qu'il figure dans le projet anglo-allemand, porte que

"United States Legation,
"Tokio, April 1st, 1887.

"His Excellency

"Count Inouye Kaorn, &c. &c. &c.

"Sir:

"I have the honor to inform Your Excellency that the state of my health is such that, under the advice of my physician, I shall not be able to attend the meeting of the Conference appointed for 10 a.m. Saturday, the 2nd instant. In consequence I beg that Your Excellency will accept, and also convey to my Colleagues, the expression of my regret.

"I hereby formally confirm the vote which the honorable First Delegate of Great Britain was so kind as to give on my behalf in regard to the Article relative to capital punishments, which was adopted by the Conference at the meeting of the 31st ultimo.

"I have had the honor to receive a copy of Your Excellency's declaration concerning the appointment of judges of foreign nationality as provided for in the Draft Convention, but as the question raised in that declaration is of grave importance, I must refrain, for the present, from expressing any formal opinion on the subject.

"I avail myself &c. &c.

(Signed) "Richard B. Hubbard."

Mr. Neyt pointed out that finding himself at the last sitting of the Conference under the necessity of giving his opinion at a moment's notice, he had been obliged to accompany his vote on paragraph 18 of Article VII with certain reservations. He was now happy to state that having satisfied himself of the provisions of Belgian law on the point in question, he was in a position to notify his acceptance of this paragraph without reservation.

The President took note with satisfaction of the declaration of the Delegate of Belgium.

The discussion upon Article VIII (formerly VI), which had been commenced at the last sitting, having been resumed,

Mr. Sienkiewicz requested to be allowed to make an observation. The last part of the Article in question, as it was worded in the

le Gouvernement japonais "s'engage à limiter son choix aux personnes qui, dans leur propre pays, possèderaient les qualités requises pour être juges."—Or, cette condition ne lui paraît pas suffisante. Dire qu'une personne possède les qualités requises pour être juge, c'est dire par là même qu'elle n'a pas la qualité de juge. La possession de certains titres qui permettent d'entrer dans la magistrature ne constitue pas une garantie absolue que celui qui en est muni aura l'expérience, la maturité et la pratique nécessaires pour faire un juge sérieux. Avec ce système, il pourrait arriver qu'un jeune homme, ayant conquis ses diplômes dans une école de droit, et après un stage plus ou moins prolongé, fût nommé d'emblée Conseiller de Cour d'Appel. Il y a là un danger possible que l'orateur proposera de prévenir en modifiant ainsi qu'il suit le passage en question :

"Le Gouvernement Japonais s'engage, toutefois, à limiter son choix aux personnes qui exercent les fonctions de magistrat dans leurs pays respectifs."

M. Aoki dit qu'il suivra l'exemple donné par le Délégué de France et qu'il proposera à son tour plusieurs modifications aux termes de l'Article VI du projet anglo-allemand (devenu l'Article VIII de la Convention). Il serait d'avis, tout d'abord, que l'on substituât, dans le premier paragraphe de cet article, les mots "dans la mesure qui a été déterminée" aux mots "en nombre convenu à l'avance," et il omettrait alors purement et simplement le dernier paragraphe en le remplaçant par les dispositions qui figurent dans son amendement, où, comme on le constatera, il a fait rentrer l'Article VII du projet anglo-allemand ainsi que l'amendement proposé à la dernière séance par le Délégué de Russie relativement aux qualités des juges.

L'article, ainsi amendé, prendrait alors la forme suivante :

ARTICLE VIII.

"Le Gouvernement Impérial japonais nommera des juges et des procureurs de nationalité

Anglo-German Project, stated that the Japanese Government "bound itself to make choice only of such persons as had in their own countries acquired the qualification for judgeship." This condition did not seem to him to be sufficient. To say that a person possessed the requisite qualifications for judgeship was to say at the same time that he had not the position of judge. The possession of certain qualifications which admitted the owner to the judiciary did not constitute an absolute guarantee that the person possessing them would have the experience, the ripe judgment, and the practice necessary to make a sound judge. Under this system it might happen that a young man who had acquired his diplomas in a school of law, and who had attended the courts for a period more or less prolonged, might be appointed all at once judge of the Court of Appeal. Here was a possible danger, which he would propose to guard against by modifying the passage in question as follows:—

"The Japanese Government, however, undertakes to make choice only of such persons as exercise the functions of judges in their respective countries."

Mr. Aoki said that, following the example of the Delegate of France, he would propose several modifications of the wording of Article VI of the Anglo-German Draft (now VIII of the Convention). He desired, in the first place, to substitute the words "has been agreed" for the words "may have been agreed," in the first paragraph of the Article. The last paragraph of the original Article he would omit altogether, substituting therefor the wording which appeared in his amendment, in which it would be noticed, he had included Article VII of the Anglo-German Draft, and the amendment proposed by the Delegate of Russia at the last sitting in regard to the qualifications of the judges.

The Article, as thus amended, read as follows:—

"ARTICLE VIII.

"The Imperial Japanese Government shall appoint judges and public prosecutors of

"étrangère dans la mesure qui a été déterminée à l'Article VII.

"Pour la nomination des juges et des procureurs de nationalité étrangère, le Gouvernement Impérial Japonais se conformera aux stipulations ci-après :

"1. Les juges et les procureurs de nationalité étrangère devront avoir rempli dans leur propre pays les fonctions de juge, de procureur ou d'avocat, et être en règle vis-à-vis de leur loi nationale.

"2. Ils seront engagés à terme fixe pour une période de trois ans au moins.

"3. Tous les juges d'une même Cour toucheront le même traitement.

"4. Les fonctions de juge ou de procureur seront incompatibles avec toute autre fonction rétribuée.

"5. Les juges de nationalité étrangère seront inamovibles pendant toute la durée de leur engagement, sauf demande émanant d'une Cour disciplinaire qui sera composée uniquement de juges de nationalité étrangère."

M. Sienkiewicz fait observer que l'amendement qu'il a précédemment proposé à l'Article VI du projet anglo-allemand n'était pas le seul qu'il eût à soumettre à la Conférence. — Il se réservait d'en proposer un autre à l'article suivant. Or, M. Aoki ayant, dans son amendement, fondu les deux articles en un seul, il prendra la liberté de déposer immédiatement sa seconde proposition afin que la Conférence puisse la rapprocher de celle des Délégués japonais.

M. Sienkiewicz donne alors lecture de la proposition suivante :

"Les magistrats de nationalité étrangère seront engagés à terme fixe.

"Pendant la durée de leur engagement, les juges seront inamovibles, sauf avis émanant d'une Cour disciplinaire composée uniquement de magistrats de nationalité étrangère. Cette Cour ne pourra prononcer la destitution d'un juge qu'à la majorité des trois quarts des voix.

"Les magistrats étrangers du Ministère public ne pourront être destitués qu'en vertu d'un vote de la Cour disciplinaire émis à la majorité des

"foreign nationality to the extent that has been agreed upon in Article VII. In the appointment of judges and public prosecutors of foreign nationality the Japanese Government will observe the following stipulations :

"1.) Judges and public prosecutors of foreign nationality must have acted in their own country as judges, public prosecutors, or as advocates, and must be free from all legal disabilities.

"2.) They shall be engaged for a fixed period of at least three years.

"3.) All the judges of the same court shall receive the same salary.

"4.) No judge or public prosecutor can exercise any other functions for which a salary is provided.

"5.) Judges of foreign nationality cannot be removed from their office during the term of engagement, except at the instance of a Disciplinary Court to be composed exclusively of judges of foreign nationality."

Mr. Sienkiewicz observed that the amendment to Article VI of the Anglo-German Project which he had previously proposed was not the only one which he had to submit to the Conference. He had intended to propose another to the following Article. As, however, Mr. Aoki had in his amendment combined the two Articles into one, he would take the liberty of laying his second proposition on the table of the Conference, in order that it might be compared with that of the Japanese Delegates.

Mr. Sienkiewicz then read the following proposition : —

"The judges and public prosecutors of foreign nationality shall be engaged for a fixed time.

"During the period of their engagement the judges shall be irremovable, except upon the demand of a Disciplinary Court composed entirely of judges of foreign nationality. This court can only pass sentence of dismissal against a judge by a majority of three-fourths.

"Foreign public prosecutors can be dismissed only by a vote of the Disciplinary Court passed by a majority of two-thirds.

"deux tiers des voix.

"La Cour disciplinaire pourra statuer soit d'office, soit sur la demande du Ministre de la Justice du Gouvernement japonais. Ses avis concernant la destitution des magistrats seront impératifs.

"La Cour disciplinaire sera composée des conseillers étrangers de la Cour de Cassation, qui s'adjoindront, au scrutin secret, trois autres membres pris dans le cadre des magistrats étrangers, sans distinction entre les juges et le Ministère public. L'élection des membres adjoints de la Cour disciplinaire aura lieu tous les deux ans, au mois de décembre, et les pouvoirs des nouveaux élus courront du 1^{er} janvier suivant l'élection.

"Les fonctions de magistrat sont incompatibles avec toute autre fonction rétribuée et avec la profession de négociant.

"Les magistrats étrangers ne pourront, sous peine de destitution, être l'objet d'aucune distinction honorifique, ni d'aucun avantage matériel quel qu'il soit.

"Ils ne pourront obtenir aucune augmentation de traitement au cours de leur engagement, qu'en raison d'un avancement qui, en ce qui concerne spécialement les juges, ne pourra leur être conféré que de leur consentement et sur le vote de la Cour disciplinaire."

En réponse à M. de Martino qui lui demande de vouloir bien préciser les différences qui existent entre son amendement et celui des Délégués japonais.

M. Sienkiewicz dit qu'autant qu'une rapide audition de la proposition de M. Aoki lui a permis d'en juger, il remarque au moins deux points en lesquels son amendement diffère de cette proposition. En premier lieu, la proposition japonaise reste muette sur la composition de la Cour disciplinaire à laquelle il appartient, le cas échéant, de prononcer la destitution des juges étrangers ; en second lieu, elle ne fait aucune mention de l'interdiction des distinctions honorifiques et des avantages matériels généralement quelconques dont les magistrats étrangers

"The Disciplinary Court may take action, either of its own instance, or at the request of the Minister of Justice of the Japanese Government. Its decisions regarding the dismissal of judges shall be absolute.

"The Disciplinary Court shall be composed of the foreign judges of the Supreme Court, who shall add to their number by secret ballot three other members taken from the list of foreign 'magistrats', without distinction between judges and public prosecutors. The election of assistant members of the Disciplinary Court shall take place every second year in the month of December, and the powers of the newly chosen members shall date from the 1st of January following the election.

"The functions of judges and of public prosecutors are incompatible with any other salaried post, and with the occupation of a merchant.

"Foreign judges and public prosecutors cannot, under pain of dismissal, receive any honorary distinction, or any material advantage whatsoever.

"They cannot obtain any increase of salary during the period of their engagement, except by reason of promotion which, so far as the judges are concerned, can only be conferred upon them with their consent, and by the vote of the Disciplinary Court."

In reply to Mr. de Martino, who asked the Delegate of France to be so good as to explain precisely what differences existed between his amendment and that of the Japanese Delegates, —

Mr. Sienkiewicz said that, so far as a brief hearing of the proposition of Mr. Aoki enabled him to judge, he observed at least two points in regard to which his amendment differed from that proposition. In the first place, the Japanese proposition was silent as to the mode of composing the Disciplinary Court, which would be called upon, if necessary, to pronounce sentences of dismissal against foreign judges ; in the second place, it made no mention of the prohibition of honorary distinctions and material advantages of any kind whatever which

pourraient être l'objet. Or, ce sont là, de l'avis du Délégué de France, deux questions importantes qu'il a eu soin de prévoir dans son propre projet et qu'il lui paraît indispensable de régler dans la Convention.

M. Aoki constate que le Délégué de France a signalé deux divergences entre sa proposition et celle des Délégués japonais. Sur le premier point, l'orateur considère que le fait que la Cour disciplinaire sera composée exclusivement de juges de nationalité étrangère constituée à lui seul une garantie suffisante. C'est évidemment ainsi que l'ont entendu les auteurs du projet anglo-allemand, puisqu'ils se sont abstenus d'entrer dans aucun autre détail sur la composition de la Cour.

En ce qui concerne la question des distinctions honorifiques, l'interdiction faite aux juges de nationalité étrangère de recevoir aucune distinction de cette nature semble à l'orateur n'être pas désirable. Le Japon est une monarchie, et toute restriction apportée au droit du Souverain de conférer des décorations serait déplacée. On doit avoir, d'ailleurs, dans le caractère des juges, une confiance assez grande pour ne pas se croire obligés de prendre à leur endroit des précautions aussi méticuleuses.

M. Sienkiewicz, en réponse aux objections qui lui sont faites, constate tout d'abord que M. Aoki, parlant de la Cour disciplinaire, se borne à déclarer que les Délégués du Japon ne voient point l'utilité de préciser la composition de cette Cour, sans appuyer d'aucune raison cette simple affirmation, et sans opposer aucune objection au projet mis en avant à ce sujet par l'orateur. Le seul argument qu'on ait fait valoir, c'est que le projet anglo-allemand se contente de spécifier la création d'une Cour disciplinaire sans rien dire de sa composition, et que, par conséquent, on aurait tort de vouloir entrer dans des détails que ses auteurs semblent n'avoir pas prévus. L'orateur ne peut que s'émerveiller de la facilité avec laquelle le projet anglo-allemand se prête à des interprétations variées suivant les circonstances. Tantôt on invoque ce texte pour y ajouter un projet annexe considérablement plus long à lui seul

might be conferred on judges of foreign nationality. These were, in the opinion of the Delegate of France, two important questions which he had been careful to provide for in his own proposal, and which it seemed to him to be essential to regulate in the Convention.

Mr. Aoki said that the Delegate of France had instanced two points of difference between his proposition and that of the Japanese Delegates. With regard to the first point, the fact that the Disciplinary Court would be composed entirely of judges of foreign nationality was, he thought, a sufficient guarantee. This was evidently the view which had been taken by the authors of the Anglo-German Draft, who had refrained from introducing any more detailed stipulations in regard to the composition of the Court.

With reference to the question of honorary distinctions, the prohibition against the receipt of any such distinctions by the judges of foreign nationality was, he thought, undesirable. Japan was a monarchy, and any limitation of the right of the Sovereign to confer decorations was out of place. Besides, sufficient confidence ought to be placed in the character of the judges to make it unnecessary to take such minute precautions in their behalf.

Mr. Sienkiewicz, in reply to the objections which had been made, pointed out, first of all, that Mr. Aoki, speaking of the Disciplinary Court, limited himself to declaring that the Japanese Delegates saw no utility in entering into details regarding the composition of this court, without bringing forward any reason in support of this assertion, and without offering any objection to the proposition which he himself had put forward on this subject. The only argument which had been brought forward was that the Anglo-German Project simply stipulated for the creation of a Disciplinary Court, without saying anything as to its composition, and that, consequently, it would be a mistake to wish to enter into details for which the authors of that Project appeared not to have provided. Mr. Sienkiewicz was surprised at the facility with which the Anglo-German Project lent itself to interpretations which varied accord-

que la Convention tout entière, et tantôt on l'invoque encore pour s'opposer à la moindre addition qu'on propose d'y faire. Quoi qu'il en soit, le Délégué de France a soumis à la Conférence un projet de composition de la Cour disciplinaire, et il demande qu'on le discute. Que si ce projet ne paraît pas satisfaisant, il est prêt à accepter une autre combinaison : mais il importe essentiellement, à son sens, que la Convention contienne à cet égard une stipulation quelconque.

En ce qui touche la question des décorations et des avantages matériels accordés aux magistrats, l'unique objection qu'ait trouvée à faire M. Aoki, c'est que le Japon est une monarchie. Or l'orateur ne voit pas pourquoi une monarchie serait plus susceptible en cette matière qu'un autre Gouvernement, et il ne saisit pas les rapports qui peuvent exister entre l'organisation d'un Etat et une question de décorations et d'avantages matériels. L'interdiction qu'il propose ne serait, d'ailleurs, pas spéciale au Japon. Il n'est probablement pas un pays dont la législation, dans les règlements relatifs aux magistrats, ne contienne une série de dispositions tout aussi méticuleuses que celle-là et ayant pour objet de prévenir les possibilités de corruption des juges.

Quant à affirmer *a priori* que le caractère des juges qui seront appelés d'Europe ou des Etats-Unis pour siéger dans les tribunaux japonais sera assez élevé pour rendre superflues de pareilles précautions, c'est beaucoup s'avancer, ou c'est se targuer d'un singulier don de divination pour percer à jour les consciences. Le savoir d'un homme, sa compétence, son expérience, sont choses qui peuvent vite se reconnaître ; mais les qualités morales sont moins aisées à discerner. Sans mettre en doute la parfaite honorabilité d'un juge, qui pourrait se porter garant qu'un jour, dans l'avenir, il n'aura pas une heure de faiblesse ? En Egypte, — l'orateur fait remarquer qu'il s'était toujours scrupuleusement abstenue de toute allusion à ce dernier pays ; mais l'exemple con-

ing to circumstances. At one time this Project was invoked in order to add to it, in the form of an annex, a proposition which in itself was much longer than the whole of the Convention, and at another time the same instrument was invoked with the object of opposing the slightest addition which was proposed. However this might be, the Delegate of France had submitted to the Conference a proposal for the composition of the Disciplinary Court, and he requested that it might be discussed. If this proposal did not give satisfaction, he was ready to accept another arrangement ; but it was of essential importance, in his opinion, that the Convention should contain a stipulation of some kind in regard to this point.

With regard to the question of decorations and material advantages which might be given to judges, or public prosecutors, the sole objection found by Mr. Aoki was that Japan was a monarchy. He did not see why a monarchy should be more susceptible in this matter than any other Government, and he failed to understand what connection there could be between the organization of a State and the question of decorations and material advantages. The prohibition which he proposed would not, moreover, be special to Japan. There was probably no country whose legislation, in its regulations concerning magistrates, did not contain a series of provisions which were quite as minute as the one in question, and were intended to prevent the possibility of judges being corrupted.

As for stating *a priori* that the character of the judges who would be called from Europe or America to sit in the Japanese courts would be sufficiently high to render such precautions superfluous, this was either a very bold statement, or else it amounted to the assumption of a singular gift of divination which enabled one to read characters. A person's knowledge, his competency, and his experience were things easily discernable ; but moral qualities were difficult to discover. Without raising any doubt as to the perfect honor of a judge, who could guarantee that one day in the future he might not have one hour of weakness ? In Egypt, — Mr. Sienkiewicz here observed that he had throughout scrupulously refrained from any

traire a été donné à plusieurs reprises, et, d'ailleurs, l'allusion, dans le cas présent, s'imposait d'une manière inévitable; — en Egypte, où les juges sont désignés par leurs Gouvernements respectifs, qui assument ainsi la responsabilité de leurs actes, et où le recrutement des magistrats étrangers se trouve, par conséquent, entouré de garanties plus complètes encore qu'ici où ils seront choisis directement par le Gouvernement japonais sans que les Gouvernements dont ils relèveront prennent une part quelconque à leur désignation, les précautions contre lesquelles on proteste n'ont pas semblé superflues, et, du moment qu'elles existent en Egypte, elles ne sauraient paraître au Japon ni blessantes ni déplacées.

L'orateur ajoute que si la Conférence n'est pas disposée à partager en ceci l'opinion qu'il professe, il devra, à son corps défendant, renoncer à sa proposition sur le dernier point; mais il doit déclarer qu'il se voit dans la nécessité de maintenir formellement sinon son projet même de composition de la Cour disciplinaire, au moins le principe de l'insertion dans la Convention d'une clause réglant de façon ou d'autre cette composition.

Le Comte Zaluski dit n'avoir rien à objecter contre le projet d'organisation de la Cour disciplinaire tel qu'il se trouve exposé dans la proposition du Délégué de France; seulement il croit que ces dispositions, qui ne peuvent avoir pour objet que d'assurer un surcroît de garanties aux magistrats étrangers au service du Gouvernement japonais, sont rendues en quelque sorte superflues par la garantie déjà contenue dans la proposition des Délégués japonais, et qui résulte de ce fait que la Cour disciplinaire sera composée exclusivement de magistrats de nationalité étrangère.

Quant à la question des distinctions honorifiques, l'orateur ne pense pas qu'elle soit de celles dont la Conférence ait à s'occuper. C'est une question de convenance et d'usages locaux qui rentre dans la catégorie de ces détails qui ont si souvent, ici même, fait surgir des difficultés et provoqué des débats étrangers au fond des

allusion to that country, but the contrary example had several times been given, and, moreover, the allusion in the present case was inevitable, — in Egypt, again, where the judges were appointed by their respective Governments, who thus assumed the responsibility for their acts, and where the appointment of foreign judges was consequently surrounded by more complete guarantees still than here, where they would be chosen directly by the Japanese Government without the Governments to which they belonged taking any part whatever in their selection, the precautions which were now protested against had not appeared to be superfluous, and, since they existed in Egypt, they could not be either injurious or out of place in Japan.

Mr. Sienkiewicz added that, if the Conference was not disposed to share his opinion in regard to this point, he would be obliged reluctantly to abandon his proposition with regard to the last point; but he felt bound to state that he must insist on maintaining formally, if not his exact proposal in regard to the composition of the Disciplinary Court, at least the principle of the insertion in the Convention of a clause regulating that composition in one way or another.

Count Zaluski said that he had no objection to make to the scheme for the organization of the Disciplinary Court as stated in the proposition of the Delegate of France; he thought, however, that these provisions which could have no other object than to provide foreign judges and public prosecutors in the service of the Japanese Government with additional guarantees, were rendered, to some extent, superfluous by the guarantee already contained in the proposition of the Japanese Delegates, which lay in the fact that the Disciplinary Court would be composed exclusively of judges of foreign nationality.

With regard to the question of honorary distinctions, the Delegate of Austria-Hungary did not think that it was one with which the Conference need occupy itself. It was a question of propriety and local usage, which belonged to the category of details which had so often, even in the present Conference, given rise to

délibérations de cette assemblée.

En conséquence, le Délégué d'Autriche-Hongrie propose qu'il soit passé au vote et que la Conférence soit invitée à se prononcer entre les deux amendements en présence.

M. Schévitch déclare partager entièrement les idées exprimées par le Comte Zaluski.

M. Sienkiewicz constate que le Comte Zaluski est hostile à l'idée d'insérer dans la Convention une clause déterminant la composition de la Cour disciplinaire; mais il constate aussi que, comme les Délégués du Japon, l'honorable Délégué n'appuie d'aucun argument son opposition. Or, puisque l'on s'abstient de formuler des objections quelconques contre sa proposition, l'orateur, par contre, dira quelques unes de celles auxquelles lui paraît prêter la proposition japonaise.

Le Gouvernement japonais se borne à stipuler qu'il y aura une Cour disciplinaire dont les membres seront tous des juges étrangers, et il se réserve la liberté d'organiser cette Cour comme bon lui semblera. Mais une clause de ce genre, c'est toute latitude laissée à l'arbitraire. C'est le pouvoir donné à un Ministre de la Justice, chaque fois qu'un cas se présentera de réunir la Cour, de composer celle-ci, suivant sa fantaisie, de quelques juges pris au hasard, ou, hypothèse autrement grave, de quelques juges plus spécialement choisis, parce qu'ils auront été reconnus plus maniables que les autres, plus accessibles à certaines faiblesses, plus sensibles à l'appât de ces distinctions et de ces avantages que précisément on se refuse à interdire à tous; c'est, du même coup, la sécurité morale enlevée aux magistrats étrangers.

L'orateur se hâte d'ajouter que la pensée d'attribuer au Gouvernement japonais de semblables calculs est bien loin de son esprit. Mais n'est-ce pas trop déjà que la malveillance puisse avoir quelque jour un prétexte à les lui attribuer, et ne serait-il pas de l'intérêt même de ce Gouvernement de ne pas risquer de se voir, par une regrettable omission, exposé à de pareilles imputations?

On objecte, il est vrai que la Cour, dans tous

difficulties and provoked discussions foreign to the substance of the deliberations of that assembly.

Accordingly, he would propose that the Conference should proceed to vote, and should be invited to decide between the two amendments which had been presented.

Mr. Schévitch stated that he shared entirely the views expressed by Count Zaluski.

Mr. Sienkiewicz said that he noticed that Count Zaluski was opposed to the idea of inserting in the Convention a clause determining the composition of the Disciplinary Court, but he also took note of the fact that the honorable Delegate, like the Delegates of Japan, brought no argument in support of his objections. Since no objections whatever had been raised against his proposition, he would, on the contrary, state a few objections to which, it seemed to him, the Japanese proposition was open.

The Japanese Government simply stipulated that there should be a Disciplinary Court, all the members of which would be foreign judges, and reserved to itself the liberty of organizing this court as it might think fit. A clause of this nature, however, gave every facility for arbitrary action. It enabled a Minister of Justice, each time that the necessity for forming the court arose, to compose it in accordance with his fancy of a few judges taken at random, or, which was a still graver hypothesis, of a few judges chosen more especially because they had been found to be more manageable than the others, more prone to certain weaknesses, more open to the temptation of precisely those distinctions and advantages which it was refused to prohibit to all; and at the same time it took away all moral security from the foreign judges.

Mr. Sienkiewicz hastened to add that the idea of attributing to the Japanese Government motives of this sort was far from his mind. But was it not too much already that malice should have some day a pretext for so doing, and was it not in the interest of that Government itself not to run the risk of exposing itself, by an unfortunate omission, to imputations of this kind.

It had been objected, it was true, that the

les cas, sera composée de magistrats étrangers, et que ce sont les magistrats étrangers qui, de la sorte, seront leurs propres juges.—Certes, le titre de magistrat étranger est un titre respectable; mais il ne constitue point à lui seul une garantie absolue que celui qui le porte possède toutes les vertus. Nul mieux qu'un juge ne sait combien la nature humaine est fragile, et plus ce juge aura d'expérience, plus il reconnaîtra la nécessité de précautions prises contre des défaillances et des entraînements dont il aura appris, en scrutant les consciences, à redouter davantage les périls.

Et, d'ailleurs, quiconque est justiciable d'un tribunal doit ne pas ignorer ce qu'est ce tribunal. Plus que tout autre, un juge a le droit de savoir à l'avance quelles sont les mains entre lesquelles son honneur se trouvera peut-être placé un jour, et l'orateur ne craint pas d'affirmer que le juge étranger choisi par le Gouvernement japonais qui, demandant quelle est la Cour disciplinaire à la juridiction de laquelle il sera soumis au Japon, et s'entendant répondre que la composition de cette Cour est laissée au bon plaisir de l'autorité, accepterait un siège dans ces conditions, donterait, par le fait seul de son acceptation, la preuve d'une facilité qui ferait mal augurer de son indépendance et de sa fermeté dans l'exercice de ses fonctions de juge.

Telles sont, ajoute en terminant M. Sienkiewicz, quelques unes des considérations qui l'ont amené à réclamer l'insertion dans la Convention d'une clause déterminant la composition de la Cour disciplinaire. Pourvu que le principe soit admis, il répète qu'il est prêt à se rallier à toute proposition concernant l'organisation même de la Cour qui paraîtrait préférable à celle qu'il a eu l'honneur de mettre en avant.

M. de Martino dit qu'il demandera aux Délégués japonais d'insérer dans leur projet la clause réclamée par le Délégué de France, stipulant que la Cour disciplinaire sera composée des membres étrangers de la Cour Suprême, et que ceux-ci pourront s'adjoindre, au scrutin secret, des juges de nationalité étrangère appartenant à d'autres tribunaux.

Court would in all cases be composed of foreign judges, and that foreign judges would in that way be their own judges.

Certainly the position of foreign judge was a respectable position, but in itself it was in no way an absolute guarantee that the person who held it possessed every virtue. Nobody knew better than a judge how weak human nature was, and the more experience he acquired, the more he would recognize the necessity of taking precautions against weaknesses and against temptations, the dangers of which he would have learned to fear more by his scrutiny of consciences.

Moreover, whoever was amenable to a court ought to know what that court was. A judge more than any other person had the right to know beforehand what were the hands in which his honor might some day be placed, and Mr. Sienkiewicz had no hesitation in asserting that a foreign judge chosen by the Japanese Government, who, after asking what was the Disciplinary Court to the jurisdiction of which he would be subjected in Japan, and receiving the reply that the composition of that court was left to the good pleasure of the authorities, would accept a post under these conditions, would by the very fact of his acceptance give proof of a pliancy which would augur badly for his independence and firmness in the exercise of his duties as judge.

Mr. Sienkiewicz observed, in conclusion, that these were a few of the reasons which had led him to request the insertion in the Convention of a clause determining the composition of the Disciplinary Court. So long as the principle was admitted, he was, he repeated, ready to agree to any proposition in regard to the organization of the Court which might seem preferable to that which he had had the honor to bring forward.

Mr. de Martino said he would ask the Japanese Delegates to insert in their propositions the stipulation proposed by the French Delegate that the Disciplinary Court should be composed of judges of foreign nationality of the Supreme Court, and that the latter might by secret ballot add to their number by taking judges of foreign nationality of other Courts.

Il est un point encore des amendements de M. Sienkiewicz qu'il croit devoir recommander également à l'acceptation des Délégués japonais: c'est la proposition tendant à ce que les décisions de la Cour disciplinaire soient obligatoirement rendues à une majorité fixée à l'avance.

L'orateur considère que l'adoption de ces deux points de l'amendement du Délégué de France constituerait un compromis satisfaisant entre les deux propositions, et il ajoute que, d'ailleurs, les amendements de M. Sienkiewicz sont à beaucoup d'égards identiques en substance à la proposition des Délégués du Japon. Il aura donc l'honneur de soumettre à la Conférence l'addition suivante au paragraphe 5 de la proposition japonaise:

“ Cette Cour sera composée des membres étrangers de la Cour Suprême, lesquels auront la faculté de s'adjoindre, au scrutin secret, trois autres juges de nationalité étrangère. La destitution d'un juge ne pourra être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des voix au moins.”

M. Aoki dit qu'il est si assuré du haut caractère des juges de nationalité étrangère qu'il ne voit point la nécessité des stipulations minutieuses demandées par le Délégué de France. De fait, et considérant que le Gouvernement japonais, en acquiesçant à la nomination de juges de nationalité étrangère, n'a pas été peu influencé par la pensée que ces juges seraient des hommes possédant non seulement de profondes connaissances juridiques, mais aussi les qualités morales les plus élevées, l'orateur préférerait voir éviter des mesures de précautions qui pourraient donner naissance à des doutes sur ce point, car si la confiance placée dans ces juges se trouvait ébranlée en quelque façon, l'une des principales raisons de leur nomination cesserait d'exister. Mais M. Aoki n'a pas eu un moment la pensée que les observations de M. Sienkiewicz dussent être interprétées dans ce sens, et il accepte dès lors avec plaisir l'amendement proposé par le Délégué d'Italie.

M. Sienkiewicz proteste contre l'interprétation que M. Aoki semble attacher aux paroles qu'il a prononcées. En soutenant, comme il l'a fait, la nécessité de spécifier dans la Conven-

There was another point of Mr. Sienkiewicz's amendments which he would also recommend to the acceptance of the Japanese Delegates. This was the suggestion that all decisions of the Disciplinary Court should be given by a fixed majority of its members.

The adoption of these two points in the amendments of the French Delegate would, Mr. de Martino thought, be a satisfactory compromise between the two propositions, and he added that Mr. Sienkiewicz's amendments were in many respects practically identical with the propositions of the Delegates of Japan. He had, therefore, the honor to lay on the table of the Conference the following addition which he would propose to make to paragraph 5 of the Japanese proposition.

“ This court shall be composed of the members of foreign nationality of the Supreme Court, who shall have power to add to their number by secret ballot three other judges of foreign nationality. No judge shall be removed except upon the judgment of a majority of not less than two-thirds.”

Mr. Aoki said that he felt so sure of the high qualities of the judges of foreign nationality that he could not see the necessity for the minute stipulations recommended by the Delegate of France. In fact, considering that the Japanese Government in agreeing to the appointment of judges of foreign nationality were influenced largely by the fact that those judges would not only be possessed of considerable legal attainments, but would also be men of the highest moral character, he would prefer if the precautionary measures which might give rise to doubts on this point were avoided, for if the confidence placed in these judges were in any manner impaired, one of the chief reasons for their appointment would cease to exist. But he did not think for a moment that the observations of Mr. Sienkiewicz were intended to be understood in this sense, and he had, therefore, much pleasure in accepting the amendment proposed by the the Delegate of Italy.

Mr. Sienkiewicz protested strongly against the interpretation which Mr. Aoki appeared to attach to the observations which he had made. In upholding, as he had done, the necessity of

tion le mode de composition de la Cour disciplinaire, dans l'intérêt même de la conscience des juges, il croit avoir donné le plus haut témoignage de son respect pour leur caractère. Quant à ces précautions d'un ordre plus personnel, où les Délégués japonais affectent de voir une marque de méfiance vis-à-vis des magistrats, et qui, pourtant, figurent dans toutes les législations de l'Occident, bien loin d'être injurieuses pour les juges, elles sont un hommage rendu à leur dignité, puisqu'elles ont précisément pour objet, en leur interdisant tout ce qui pourrait les exposer au soupçon, de les mettre au dessus du soupçon.

Une discussion s'engage à la suite de laquelle le Président fait connaître que les Délégués japonais désireraient porter à quatre ans au lieu de trois la durée de l'engagement des magistrats étrangers.

M. Sienkiewicz dit qu'il ne saurait avoir d'objection à cette augmentation de la durée des contrats, et il accepte également, mais comme dernière limite, la majorité des deux tiers des voix pour les votes de la Cour disciplinaire, bien qu'il eût lui-même proposé les trois quarts.

Le Délégué de France ajoute que l'on pourrait se demander s'il n'y a pas lieu de prévoir dans la Convention le cas de réengagements, et de soumettre à de certaines conditions le renouvellement des contrats des juges. Dans son amendement, il avait eu soin d'insérer sur ce point une disposition spéciale.

La Conférence ne paraissant pas partager cette manière de voir, le Président propose de mettre aux voix l'article avec les amendements qui y ont été introduits.

M. Sienkiewicz dit qu'avant qu'il ne soit procédé au vote, il demandera au Président si le Gouvernement japonais compte étendre aux membres étrangers du Ministère public le privilège de l'inamovibilité. Il ajoute que c'est là, d'ailleurs, une simple question qui n'implique nullement de sa part l'intention de réclamer cette extension.

M. de Martino dit que du moment qu'aucune distinction n'est faite entre les juges et les procureurs dans le paragraphe 4, tandis que les dispositions du paragraphe 5 ne visent évidem-

ment que les juges, la seule conclusion qui, d'après lui, puisse être tirée de cette différence, c'est que les procureurs ne sont pas, comme les juges, inamovibles.

M. Aoki fait observer qu'il ne saurait y avoir aucun doute sur ce point.

Lecture ayant été donnée de nouveau de l'article VIII,

M. Sienkiewicz demande si les dispositions relatives à la destitution des juges s'appliquent également aux procureurs.

Le Président répond qu'il ne saurait consentir à ce que l'on fasse rentrer les procureurs sous la juridiction de la Cour disciplinaire. Ces magistrats sont des fonctionnaires de l'ordre exécutif, et une mesure qui leur conférerait ce privilège spécial serait en opposition avec la loi réglant l'organisation judiciaire.

In the course of the discussion which ensued the President stated that the Japanese Delegates wished to extend the minimum period for which the judges of foreign nationality would be engaged from three years to four years.

Mr. Sienkiewicz said that he could have no objection to extending the period of the contracts, and that he also accepted, as the extreme limit, the majority of two thirds of the members of the Disciplinary Court, although he had himself proposed a majority of three fourths.

The Delegate of France added that the question might arise as to whether it was not advisable to provide in the Convention for the case of reengagements, and to attach certain conditions to the renewal of the contracts of judges. He had been careful in his amendment to insert a special stipulation in regard to this point.

As it appeared that the Conference did not coincide with this view of the question, the President proposed to put the Article, as amended, to the vote.

Mr. Sienkiewicz said that before the Conference proceeded to vote, he would ask the President if the Japanese Government proposed to extend to the public prosecutors of foreign nationality the privilege of irremovability. He added that this was, however, a simple question which implied in no way any intention on his part to demand such extension.

Mr. de Martino said that, as no distinction between judges and public prosecutors was made in paragraph 4, whereas the provisions of paragraph 5 were clearly limited to judges, the

only inference to be drawn, in his opinion, was that public prosecutors were *not*, like judges, irremovable.

Mr. Aoki observed that there could be no doubt upon this point.

Article VIII having been read a second time to the Conference,

Mr. Sienkiewicz asked if the stipulations relating to the dismissal of the judges were to be applied also to the public prosecutors.

The President replied that he could not agree to the inclusion of public prosecutors in the jurisdiction of the Disciplinary Court. They were executive officers, and their admission to this special privilege would conflict with the law of judicial organization.

Mr. Sienkiewicz did not understand very clearly the reasons for the distinction which was made to the detriment of the public prosecutors. The members of the procuratorial staff, although they were removable, were not less worthy of solicitude than the judges or the advocates, and the Conference having decided that the latter would have the right to appeal to the Disciplinary Court, he did not see why the same privilege should be refused to the public prosecutors.

The President observed that the question of advocates was not the same as that of public prosecutors. Arrangements would be made by the proper authorities for dealing with disciplinary matters where public prosecutors were concerned.

Mr. de Martino said he would venture to ask the Delegate of France for a simple explanation. He had just said that public prosecutors were clearly removable. Was not the object of paragraph 5 to guarantee the irremovability of judges? How, then, was it possible to extend the application of this paragraph to public prosecutors? He begged to point out that he had no intention of giving an opinion at that moment on the subject, but addressed this question to his honorable Colleague with a view of facilitating the discussion of the subject.

Mr. Sienkiewicz was of opinion that a misunderstanding existed. He had no intention

la situation des procureurs à celle des juges. Les juges étrangers étant inamovibles, le Gouvernement japonais n'a pas le pouvoir de les renvoyer avant l'expiration de leur contrat : c'est à la Cour disciplinaire seule qu'il appartient de prononcer leur destitution, mesure qui constituerait pour eux une déchéance et une peine infamante de la plus haute gravité. Les procureurs, au contraire, étant amovibles, le Gouvernement peut en tout temps les renvoyer, comme des fonctionnaires ordinaires, et sans qu'il en résulte pour eux d'autre inconvénient que la perte d'une situation avantageuse au Japon. Mais il pourrait arriver, cependant, qu'au lieu d'être simplement remerciés, ils se vissent, en outre, destitués en vertu d'une mesure disciplinaire prononcée contre eux sur une imputation grave, comme une faute contre l'honneur ou un manquement au devoir professionnel. C'est en prévision de ce cas que l'orateur réclame pour eux la faculté de se pourvoir devant la Cour contre une révocation qui aurait alors un caractère infamant. Si cette faculté leur était laissée, comme elle l'est aux avocats exclus de leur ordre par mesure disciplinaire, ce serait pour la magistrature debout une garantie morale qui paraît au Délégué de France être due à sa dignité.

Le Président fait remarquer, en réponse, que la création d'une Cour disciplinaire a pour objet d'assurer aux juges une complète indépendance, et de les protéger contre toute ingérence : or, les mêmes considérations ne sauraient s'appliquer aux membres du Ministère public.

M. Sienkiewicz croit que la manière dont le Président semble envisager le rôle des procureurs n'est pas absolument exacte. On ne saurait dire que ce rôle ne comporte pas une indépendance d'action qui doit être sauvegardée. Le procureur, en effet, représente la société, en ce sens qu'il veille au maintien de l'ordre moral, et il est aussi le gardien de la loi, puisque, même dans les procès civils, il doit intervenir, et qu'il requiert parfois la cassation d'un jugement dans le seul intérêt de la loi et quand bien même les parties y auraient acquiescé. Une de ses principales attributions consiste à poursuivre les

of establishing a parallel between the position of the public prosecutors and that of the judges. The foreign judges being irremovable, the Japanese Government would not have the right to dismiss them before the expiration of their contracts; the power of dismissal would lie only with the Disciplinary Court, and such dismissal would for them be a disgrace and a shameful penalty of the highest gravity. The public prosecutors, on the other hand, being removable, the Government could discharge them at any time in the same way as it might act in the case of ordinary functionaries, and without their suffering any other inconvenience than the loss of an advantageous situation in Japan. But it might nevertheless happen that instead of being simply discharged, they would find themselves dismissed by virtue of a disciplinary measure pronounced against them on some grave charge, as, for instance, a dishonorable act, or a dereliction of professional duty. It was in view of such cases that Mr. Sienkiewicz claimed for them the right of appealing to the Disciplinary Court against a dismissal which would have a disgraceful character. If this privilege were granted to them, as it was to advocates disbarred by a disciplinary act, it would be a moral guarantee for the procuratorial staff, which, in the opinion of the Delegate of France, was due to its dignity.

The President pointed out, in reply, that the object of the establishment of a Disciplinary Court was to secure the independence of the judges in question, and to guard them against interference of any kind; the same consideration did not apply to the public prosecutors.

Mr. Sienkiewicz thought that the view which the President appeared to take of the public prosecutors was not altogether correct. It could not be said that their position did not admit of an independence of action which required to be protected. The public prosecutor, in fact, was the representative of society in the sense that he saw to the maintenance of moral order, and was also the guardian of the law, since even in civil suits he had a part to play, and sometimes applied for the reversal of a judgment in the interest of the law alone, and even after the parties interested had ac-

quiesced in it. One of his principal duties consisted in prosecuting for crimes and delicts, and the initiative in every prosecution belonged to him of right. If, on the contrary, he was a simple functionary, it would be necessary for him to wait before instituting a prosecution until he had received his orders; it would be necessary for him, also, to abandon a prosecution if directed to do so, which was incompatible with the character given to him by the law. Taking into consideration the elevated and independent position of the members of the procuratorial staff, Mr. Sienkiewicz was of opinion that it would be in the interests of Japan herself to grant to them the guarantee, of an altogether moral kind, for which he asked.

The President asked the Conference to vote upon Article VIII in the following amended form :—

ARTICLE VIII.

“Le Gouvernement Impérial Japonais nommera des juges et des procureurs de nationalité étrangère dans la mesure déterminée à l'Article VII.

“Pour la nomination des juges et des procureurs de nationalité étrangère, le Gouvernement Impérial Japonais se conformera aux stipulations ci-après :

“1. Les juges et procureurs de nationalité étrangère devront avoir rempli dans leur propre pays les fonctions de juge, de procureur ou d'avocat, et être en règle vis-à-vis de leur loi nationale.

“2. Ils seront engagés à terme fixe pour une période de quatre ans au moins.

“3. Tous les juges d'une même Cour toucheront le même traitement.

“4. Les fonctions de juge ou de procureur seront incompatibles avec toute autre fonction rétribuée.

“5. Les juges de nationalité étrangère seront inamovibles pendant toute la durée de leur engagement, sauf décision émanant de la Cour disciplinaire. Cette Cour disciplinaire sera composée des membres de nationalité étrangère de la Cour Suprême, lesquels auront la faculté de s'adjoindre, au scrutin secret,

quiesced in it. One of his principal duties consisted in prosecuting for crimes and delicts, and the initiative in every prosecution belonged to him of right. If, on the contrary, he was a simple functionary, it would be necessary for him to wait before instituting a prosecution until he had received his orders; it would be necessary for him, also, to abandon a prosecution if directed to do so, which was incompatible with the character given to him by the law. Taking into consideration the elevated and independent position of the members of the procuratorial staff, Mr. Sienkiewicz was of opinion that it would be in the interests of Japan herself to grant to them the guarantee, of an altogether moral kind, for which he asked.

The President asked the Conference to vote upon Article VIII in the following amended form :—

ARTICLE VIII.

“The Imperial Japanese Government shall appoint judges and public prosecutors of foreign nationality to the extent agreed upon in Article VII.

“In the appointment of judges and public prosecutors of foreign nationality, the Imperial Japanese Government will observe the following stipulations :—

“1) Judges and public prosecutors of foreign nationality must have acted in their own country as judges, public prosecutors, or as advocates, and must be free from all legal disabilities in their own country.

“2) They shall be engaged for a fixed term of at least four years.

“3) All the judges of the same court shall receive the same salaries.

“4) No judge, or public prosecutor can exercise any other functions for which a salary is provided.

“5) Judges of foreign nationality cannot be removed from their offices during the period of their engagements, except at the instance of a Disciplinary Court. This court shall be composed of the members of foreign nationality of the Supreme Court, who shall have power to add to their number by secret ballot three

“ trois autres juges de nationalité étrangère. “ La destitution d'un juge ne pourra être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des voix “ au moins.

M. Sienkiewicz déclara accepter l'Article VIII, avec cette restriction, toutefois, que son acquiescement à la situation inférieure qui est faite aux membres du Ministère public sera subordonné à celui de tous les autres Délégués.

Tous les autres Délégués acceptent l'Article VIII sans observations.

M. Sienkiewicz fait connaître que, tous les Délégués ayant accepté sans restriction l'article, il se soumet au vote de la majorité en ce qui concerne la situation du Ministère public. Ses réserves, d'ailleurs, figureront au protocole.

La séance est suspendue à une heure et demie et reprise à deux heures et demie.

Il est donné lecture de l'Article IX (Article VIII du projet anglo-allemand) ainsi qu'il suit :

ARTICLE IX.

“ Le système instituant des juges de nationalité étrangère, système dont les détails devront, conformément aux Articles II, III et V, être communiqués au Gouvernement avec “ les Codes ci-dessus mentionnés, restera en “ vigueur pendant une période de quinze années. “ Toute modification apportée à ce système sera “ subordonnée à l'agrément préalable du Gouvernement”

Le Président fait observer qu'il y aurait lieu d'apporter une légère modification aux termes de cet article. La question de la communication aux Gouvernements étrangers a été si clairement réglée, qu'il n'est pas nécessaire d'y revenir et d'en faire encore mention dans le présent article. Il proposera, en conséquence, la rédaction suivante :

ARTICLE IX.

“ Le système judiciaire établi en conformité “ avec les articles qui précèdent demeurera en “ vigueur pendant une période de quinze années “ à partir de la date fixée dans l'Article I. “ Toute modification apportée à ce système sera “ subordonnée à l'agrément préalable du Gouver-

“ other judges of foreign nationality. No judge “ shall be removed except upon the judgment of “ a majority of not less than two thirds.”

Mr. Sienkiewicz declared his acceptance of Article VIII, with this restriction, however, that his acquiescence in the inferior position in which members of the procuratorial staff were placed depended on that of the other Delegates.

All the other Delegates accepted Article VIII without observations.

M. Sienkiewicz stated that as all the other Delegates had accepted the Article without qualification, he would submit to the vote of the majority with regard to the position of the procuratorial staff. His reservations, however, would appear in the Protocol.

The Conference adjourned at half past one o'clock and met again at half past two o'clock.

Article IX (formerly VIII of the Anglo-German Draft) was then read, as follows: —

“ The system of judges of foreign nationality, the stipulations of which are according “ to Articles II, III and V to be communicated “ to the Government with the Codes “ mentioned above, shall remain in force for a “ period of 15 years. Every alteration of this “ system is dependent on the previous consent “ of the Government.”

The President observed that it would be necessary to make a slight change in the wording of this Article. The question of the communication to the Foreign Governments had been settled so clearly that there was no need to go back to it and restate the fact in the present Article. He would, therefore, propose that it should read as follows.

“ ARTICLE IX.

“ The judicial system established in conformity with the preceding Articles shall “ remain in force for a period of fifteen years “ from the time named in Article I. Every “ alteration of this system is dependent upon “ the previous consent of the Govern-

“ vernement”

Cet article est accepté sans observations.

Il est donné lecture de l'Article X.

ARTICLE X.

“ Les tribunaux consulaires continuent, en ce qui concerne les sujets ou citoyens “ , à connaître des questions touchant “ au statut personnel.”

M. Aoki fait connaître que les Délégués japonais sont désireux de voir conserver la présente rédaction de cet article. Les questions du genre de celles qui y sont spécifiées sont singulièrement larges, et l'on peut s'attendre à les voir surgir beaucoup plus fréquemment après l'expiration des trois années pendant lesquelles la juridiction consulaire restera en vigueur après l'ouverture de l'Empire. En se basant sur ces considérations, les Délégués japonais ont, conformément à un précédent suivi plusieurs fois dans la conclusion de traités entre Puissances européennes, préparé un projet de Convention consulaire qu'ils ont l'honneur de remettre entre les mains des Délégués. L'orateur tient à ce qu'il soit bien entendu que les Délégués du Japon ne demandent pas à la Conférence d'émettre une opinion sur ce projet : ils le communiquent simplement à titre d'information.

M. Sienkiewicz, prenant la parole, rappelle tout d'abord que le Gouvernement japonais, après avoir remis aux Délégués, le 1^{er} Mai 1886, un projet de traité qui comprenait à la fois les matières judiciaires et les matières commerciales, a retiré ce texte lors de la présentation du projet anglo-allemand, et que, depuis cette époque, il n'a communiqué aucun projet nouveau de Convention commerciale. Voici, néanmoins, qu'un projet de Convention consulaire est distribué aux membres de la Conférence. Bien qu'il croie pouvoir, à priori, affirmer que son Gouvernement ne verra pas d'objection à la conclusion d'une Convention consulaire séparée, l'orateur tient à bien établir que, dans sa pensée, cette convention spéciale doit être considérée comme complètement étrangère aux questions qui font l'objet de la révision des traités. Sans même connaître le contenu du document qui vient de lui être remis, il déclare qu'en ce qui

“ ment.”

This Article was accepted by the Conference without observations.

Article X, as follows, was then read: —

“ ARTICLE X.

“ The Consular Courts shall remain “ competent for subjects or citizens in “ questions of personal status.”

Mr. Aoki said that the Japanese Delegates desired to maintain the present wording of this Article. Questions of the character specified in the Article covered a very wide field, and might be expected to occur much more frequently after the expiration of the three years during which Consular jurisdiction would last after the opening of the Empire. In view of these considerations, the Japanese Delegates had, following a precedent which had been adopted in several cases in the conclusion of Treaties between European countries, prepared a Draft Consular Convention which he would now present to the Delegates. He wished it to be understood that they did not ask for any opinion from the Conference in regard to it; it was distributed simply for information.

Mr. Sienkiewicz called attention, first of all, to the fact that the Japanese Government, after having communicated to the Delegates on the 1st. May, 1886, a Draft Treaty, which comprised both jurisdictional and commercial matters, had withdrawn that Draft when the Anglo-German Project was presented, and that since that time it had communicated no new draft of a commercial convention. A Draft Consular Convention was, nevertheless, now distributed to the members of the Conference. Although he thought he could state in advance that his Government would have no objection to the conclusion of a separate Consular Convention, he was anxious to establish the fact that in his opinion this special Convention must be considered as altogether foreign to the questions which formed the subject of Treaty Revision. Without even knowing the contents of the document which had just been com-

le concerne, il se bornera à le transmettre à son Gouvernement à simple titre d'information, et qu'il ajournera toute discussion sur cette question particulière jusqu'après le règlement définitif des arrangements actuellement en cours de négociation.

Passant ensuite à la question traitée dans l'Article X, le Délégué de France demande à faire connaître la manière dont il interprète cet article. Sans vouloir aborder ici la théorie des statuts, qui a donné lieu à tant de controverses, il rappellera seulement que, dans ce terme de statut personnel, il convient de faire rentrer toutes les questions qui touchent à l'état et à la capacité des personnes : majorité, mariage, puissance maritale, puissance paternelle, droit successoral, adoption, etc.—Quant à la durée de la clause, qui se borne à stipuler que "les tribunaux consulaires continueront à connaître des questions touchant au statut personnel," il entend par là que ces questions demeureront soumises à la juridiction des tribunaux consulaires non seulement pendant les trois ans durant lesquels cette juridiction doit rester en vigueur après l'ouverture de l'Empire, mais pendant toute la durée des traités, et peut-être même plus tard encore. Il ajoute que cette extension prolongée, sinon indéfinie, dans l'avenir, qu'il tient à voir attribuer aux dispositions de l'Article X, ne saurait, d'ailleurs, préjudicier en aucune façon au fonctionnement normal et régulier du reste de la Convention.

M. Aoki tient à ce qu'il n'existe aucun malentendu au sujet du projet de Convention consulaire qui vient d'être remis aux Délégués. Les Délégués japonais, en soumettant ce projet à la Conférence, n'ont eu d'autre mobile que l'idée que, les questions traitées dans ce projet devant nécessairement être discutées et réglées à un moment donné, il était à désirer que les Gouvernements étrangers fussent informés des intentions du Gouvernement japonais.

M. de Martino demande aux Délégués japonais s'il doit comprendre que leur objet en présentant un projet de Convention consulaire qui n'est destiné à être ni examiné ni discuté

communicated to him, he wished to state that, so far as he was concerned, he would simply transmit it to his Government for their information, and that he would defer all discussion on this particular point until after the definitive settlement of the arrangements now in course of negotiation.

Passing on to the question dealt with in Article X, the Delegate of France asked leave to explain his interpretation of that Article. Without wishing to discuss on the present occasion the theory of status, which had given rise to so much controversy, he would simply point out that under the term "personal status" it was advisable to include all questions relating to the condition and capacity of persons, such as majority, marriage, marital powers, paternal powers, rights of succession, adoption etc. With regard to the period during which the Article, which simply stipulated that "Consular Courts should remain competent for subjects or citizens," would apply, he understood by this that these questions would remain subject to the jurisdiction of Consular Courts, not only during the three years for which their jurisdiction would continue to be exercised after the opening of the Empire, but during the whole period of the duration of the Treaties, and possibly even for a longer time. He added that this future prolongation, which he desired, of the period during which the stipulations of Article X would apply, although indefinite, could not interfere in any way with the normal and regular operation of the rest of the Convention.

Mr. Aoki was anxious that there should be no misunderstanding with regard to the Draft Consular Convention which had now been presented to the Delegates. The Japanese Delegates in submitting this Draft to the Conference were influenced simply by the fact that as the questions it dealt with would have to be discussed and settled at some future date, it was desirable that Foreign Governments should be acquainted with the views of the Government of Japan.

Mr. de Martino asked the Japanese Delegates if he was correct in understanding that their object in presenting the Draft of a Consular Convention, not to be examined or discussed by

par la Conférence, est simplement de spécifier les matières qui, étant comprises dans cette Convention, ne feront point partie de la Convention commerciale.

Le Président répond au Délégué d'Italie que telle est, en effet, l'intention des Délégués japonais.

Sir Francis Plunkett demande à faire sur ce point quelques observations au nom de M. Hannen et en son nom personnel. L'Article X, sous sa forme actuelle, porte seulement que "Les tribunaux consulaires continuent, en ce qui concerne les sujets ou citoyens à connaître des questions touchant au statut personnel." Or, son Gouvernement a signalé à son attention deux points en connexion avec la présente teneur de cet article. Ou lui a fait observer, en premier lieu, que les termes en étaient trop vagues et, en second lieu, que l'article ne dit rien du système qui sera adopté pour le jugement des affaires dont il s'agit après que les tribunaux consulaires auront cessé d'exister. Il n'y a peut-être pas lieu d'attacher trop d'importance au caractère vague de la rédaction ; mais, en ce qui concerne le second point, les tribunaux consulaires ne devant plus fonctionner que pendant quelques années encore, l'orateur désire qu'il soit bien établi que le Gouvernement de la Reine entend se placer sur le terrain de la clause de la nation la plus favorisée, et réclamer pour les sujets anglais tous les droits ou avantages quelconques qui pourraient être accordés par le Japon à une tierce Puissance, relativement aux questions traitées dans l'Article X.

La Conférence n'aura pas oublié qu'en présentant, à la séance de 15 juin, le projet anglo-allemand, le premier Délégué d'Allemagne et l'orateur lui-même ont expressément déclaré que, dans leur pensée, la Convention judiciaire et la Convention commerciale devaient être subordonnées l'une à l'autre, et que la clause de la nation la plus favorisée devait s'appliquer également à toutes deux. Toutefois, ces deux Conventions devant former deux instruments distincts, Sir Francis Plunkett considère qu'il y aurait lieu d'ajouter à la présente Convention une clause de la nation la plus favorisée, sous forme d'article séparé, et il propose de rédiger

the Conference, was simply to specify what matters dealt with in that Convention would not be inserted in the Commercial Treaty.

The President replied that the Delegate of Italy had correctly represented the intention of the Japanese Delegates.

Sir Francis Plunkett said that speaking for Mr. Hannen and himself, he desired to say a few words on this subject. Article X, as it stood, stated simply:— "The Consular Courts shall remain competent for subjects in questions of personal status." His Government had called his attention to two facts connected with the Article in its present form. It was observed, firstly, that the wording of the Article was vague, and, secondly, that the Article made no mention of the treatment of the cases in question after Consular Courts had ceased to exist. It was perhaps unnecessary to attach too much importance to the vagueness of the wording, but with regard to the second point, as Consular Courts would only last for a few years, he wished it to be clearly understood that Her Majesty's Government took their stand on the most favored nation clause, and that whatever rights or facilities in respect to the questions dealt with by Article X might be granted by Japan to any Foreign Power, would be claimed by Great Britain for her subjects.

The Conference would doubtless recollect that his honorable German Colleague and himself had, when introducing the Anglo-German Draft at the meeting of the 15th June, expressly stated that their intention was that the Jurisdictional Convention and the Commercial Convention should be dependent one on the other, and that the most favored nation clause should apply equally to both. As, however, these two Conventions would form separate Instruments, he thought it would be advisable that a most favored nation clause should be added to the present Convention in the form of a separate Article, and he would propose that this clause

cette clause ainsi qu'il suit :

“Le Gouvernement japonais s'engage, en outre, à étendre immédiatement et sans conditions aux sujets ou citoyens ainsi qu'au Gouvernement tout autre arrangement qu'il aurait déjà conclu ou qu'il viendrait à conclure par la suite avec une Puissance étrangère, relativement soit aux réformes judiciaires introduites au Japon, soit aux tribunaux consulaires ou autres en ce pays, si ledit Gouvernement en exprime le désir à une époque quelconque.”

Le premier Délégué de Grande-Bretagne ajoute que la différence qui existe entre la clause de la nation la plus favorisée qu'il propose pour la Convention judiciaire et celle qui figure dans le traité actuel réside dans le passage qui subordonne la jouissance du traitement de la nation la plus favorisée à la demande des divers Gouvernements, au lieu d'en faire une conséquence nécessaire comme dans la Convention commerciale.

M. Sienkiewicz remarque que le premier point soulevé par Sir Francis Plunkett dans le discours qu'il vient de prononcer, lui paraît comporter une solution facile et logique. Cette solution est celle que l'orateur lui-même a suggérée précédemment, à savoir que les tribunaux consulaires conservent, non seulement pendant toute la durée des traités, mais pendant une période indéterminée dans l'avenir, la connaissance des questions touchant au statut personnel.

Ces tribunaux n'existeront plus, il est vrai; mais les Consuls seront toujours là, et il leur sera toujours possible, pour juger ces cas particuliers, et par voie d'exception expresse, de faire revivre un tribunal consulaire.

Quant à la seconde question abordée par Sir Francis Plunkett, elle est trop grave pour que l'orateur puisse émettre une opinion à son sujet avant de l'avoir étudiée à loisir.

Le Président fait connaître qu'il a toujours entendu que les stipulations de l'Article X devaient s'appliquer à toute la durée des nouveaux traités. En ce qui concerne le second point, c'est-à-dire l'insertion d'une clause de la nation la plus favorisée, il réservera pour l'instant l'expression de son opinion.

should be worded as follows : —

“The Japanese Government, moreover, agrees that any other arrangements which it may have already made, or may hereafter make, with any Foreign Power, in respect either to judicial reforms in Japan, or to the existing Consular or other tribunals in that country, shall be immediately and unconditionally extended to subjects, should the Government at any time express a wish to that effect.”

The First Delegate of Great Britain added that the point of difference between the most favored nation clause which he proposed for the Jurisdictional Convention and that of the present Treaty, lay in the last clause of the former, which made the enjoyment of the most favored nation treatment depend on the request of the various Governments, instead of making it a matter of course, as in the Commercial Convention.

Mr. Sienkiewicz observed that the first point raised by Sir Francis Plunkett in the speech which he had just made seemed to him to admit of an easy and logical solution. This solution was the one which he had himself previously suggested, namely, that Consular Courts should continue to take cognizance of questions of personal status not only during the whole period of the duration of the Treaties, but for a future and indefinite period. The courts in question would not, it was true, exist any longer, but the Consuls would always be there, and it would be always possible for them to recreate Consular Courts, as an express exception, for the purpose of trying these special cases.

With regard to the second question touched on by Sir Francis Plunkett, it was of too grave a nature for him to give an opinion on the subject before he had studied it at his leisure.

The President said that he had always been of opinion that the stipulations of Article X were intended to apply to the whole period of the new treaties. With regard to the second point, the insertion of the most favored nation clause, he must beg to reserve the expression of his opinion until a subsequent occasion.

Le Comte Zaluski est d'avis que la proposition du premier Délégué de Grande-Bretagne concernant l'insertion de la clause de la nation la plus favorisée dans le texte de la Convention judiciaire, devrait former l'objet d'un article séparé. L'orateur croit que l'on pourrait ajourner la discussion sur cet article jusqu'à l'époque où il devra être inséré dans la Convention commerciale et l'étendre alors à la Convention judiciaire. Toutefois, il ne s'oppose pas à ce que cette clause figure séparément dans la Convention judiciaire et il lui paraît que les Délégués du Japon pourraient aller au devant des désirs de la Conférence en constatant qu'il est bien entendu que le Gouvernement Impérial du Japon n'accordera à des tierces Puissances avec lesquelles il viendrait à conclure des traités nouveaux, aucuns droits constituant des privilèges autres que ceux reconnus aux Puissances signataires de la présente Convention.

Sir Francis Plunkett dit que les observations qu'il a formulées devant figurer au protocole, il ne fera pas difficulté d'accepter l'Article X au nom de M. Hannen et en son nom personnel.

L'Article X est alors formellement adopté par la Conférence.

Il est donné lecture de l'Article XI.

ARTICLE XI.

“Au cas où des sujets ou citoyens désireraient profiter des droits qui leur sont accordés par le présent traité, avant même que ledit traité n'entre en vigueur, il leur sera loisible de le faire à la condition pour eux de se soumettre à la juridiction civile japonaise.”

À la suite d'une demande d'explications faite par M. Sienkiewicz, il est déclaré être bien entendu qu'un étranger qui se serait rendu dans l'intérieur en se plaçant sous la juridiction civile japonaise pure, se trouvera, *de facto*, rentrer sous la juridiction des tribunaux de la réforme, aussitôt que ces tribunaux commenceront à fonctionner, et que, de même, il recouvrera les bénéfices de la juridiction consulaire s'il revient dans une concession avant l'expiration de cette juridiction.

Il est également déclaré être bien entendu

Count Zaluski was of opinion that the proposition of the First Delegate of Great Britain regarding the insertion of a most favored nation clause in the Jurisdictional Convention ought to form the subject of a separate Article. He thought that the discussion of this Article might be deferred until the time came for its insertion in the Commercial Convention, and that its application might then be extended to the Jurisdictional Convention. He would nevertheless not object to the insertion of this clause as a separate Article in the Jurisdictional Convention, and it seemed to him that the Delegates of Japan might meet the wishes of the Conference by stating that the Imperial Government of Japan would not grant to any third Powers with whom they might conclude new treaties any rights constituting privileges other than those granted to the Powers signing the present Convention.

Sir Francis Plunkett said that the observations he had made would appear in the Protocol, and therefore he had no difficulty in accepting Article X on behalf of Mr. Hannen and himself.

Article X was then formally accepted by the Conference.

Article XI was read, as follows : —

“ARTICLE XI.

“In case subjects should desire to make use of the right granted by this Convention, even before the same enters into operation, they may do so, provided they submit themselves to Japanese civil jurisdiction.”

A request for explanations having been made by Mr. Sienkiewicz, it was declared to be well understood that a foreigner who should go into the interior, placing himself under purely Japanese civil jurisdiction, would come *de facto* under the jurisdiction of the Japanese Courts with judges of foreign nationality as soon as those courts came into operation, and that, in the same way, he would recover the privileges of Consular jurisdiction, if he came back to reside in a settlement before its expiration.

It was also declared to be well understood

qu'alors même qu'un étranger viendrait à changer de juridiction en changeant de résidence, tout procès civil dans lequel il se trouverait engagé devra suivre son cours jusqu'à l'issue finale devant la juridiction originairement saisie, de telle sorte qu'un procès commencé devant la juridiction japonaise devra se terminer devant un tribunal uniquement composé d'éléments japonais.

Le Président dit qu'après les déclarations qui précèdent, déclarations qui figureront naturellement au protocole, il proposera d'introduire un léger changement dans l'Article XI, qui prendrait alors la forme suivante :

ARTICLE XI.

" Au cas où des sujets ou citoyens désireraient profiter des droits qui leur sont accordés par le présent traité dès l'échange des ratifications, il leur sera loisible de le faire à la condition pour eux de se soumettre à la juridiction civile japonaise."

L'Article XI est adopté sous cette forme amendée.

Il est donné lecture de l'Article XII.

ARTICLE XII.

" Le présent traité demeurera en vigueur pendant une période de dix-sept années à dater du jour de sa ratification, et, en ce qui concerne sa dénonciation, il sera régi par l'Article de la Convention commerciale de ce jour."

L'avis ayant été émis d'ajouter à l'Article XII la clause de la nation la plus favorisée proposée par le premier Délégué de Grande-Bretagne,

Sir Francis Plunkett dit qu'il croit devoir poser une question préjudicielle. L'Article XII sera nécessairement le dernier de la Convention, et l'orateur émettra la suggestion que la clause de la nation la plus favorisée soit insérée, sous forme d'article séparé, avant l'Article XI. A l'appui de cette suggestion, ajoute-t-il, il peut invoquer le fait que, dans tous les traités, la clause de la nation la plus favorisée fait l'objet d'un article spécial, dont la place n'est jamais à la fin. L'orateur demandera donc aux Délégués

that whenever a foreigner changed his jurisdiction by changing his residence, any civil action in which he was engaged must continue its course until the final issue under the jurisdiction in which it was instituted, so that if it was first instituted under the Japanese jurisdiction, it would find its final issue in a court composed exclusively of Japanese elements.

The President said that in view of the foregoing declarations, which would of course appear in the Protocol, he would propose that a slight change be made in the wording of Article XI, which would then read as follows :

" ARTICLE XI.

" In case subjects or citizens should desire to make use of the rights granted by this Convention immediately after the exchange of ratifications, they may do so, provided they submit themselves to Japanese civil jurisdiction."

Article XI in the above amended form was accepted by the Conference.

Article XII, as follows, was then read to the Conference.

" ARTICLE XII.

" This Convention shall remain in force 17 years from the date its ratification, and, with reference to its denunciation, shall be governed by Article of the Commercial Convention of this date."

A suggestion having been made that the most favored nation clause proposed by the First Delegate of Great Britain should be added to Article XII,

Sir Francis Plunkett said he must beg to move what was known as the "question préjudicielle." Article XII would necessarily be the last Article of the Convention, and he would suggest that the most favored nation clause which he had proposed should figure as a separate Article, to be inserted before Article XII. This suggestion, he might add, was supported by the fact that in all treaties the most favored nation clause was inserted as a separate Article, and that its place was never at

japonais d'acquiescer à cette proposition.

Le Président fait connaître que les Délégués japonais ne sont pas en mesure d'accéder, séance tenante, à la demande du premier Délégué de Grande-Bretagne. Il leur faut dès lors remettre à plus tard leur réponse.

Sir Francis Plunkett dit qu'en présence de la déclaration du Président, il attirera l'attention des Délégués du Japon sur la déclaration faite conjointement par les auteurs du projet anglo-allemand, déclaration qu'il a déjà eu l'honneur de rappeler à la Conférence. Il ne saurait, à son avis, exister le moindre doute sur le fait que la clause de la nation la plus favorisée doit s'appliquer indifféremment aux deux Conventions.

Le Président répond qu'il n'ignore nullement la déclaration à laquelle fait allusion le premier Délégué de Grande-Bretagne. Mais il n'en croit pas moins devoir répéter que les Délégués japonais réserveront leur réponse sur la question de l'insertion dans la Convention judiciaire d'une clause relative au traitement de la nation la plus favorisée.

M. de Martino dit que, si la Conférence jugeait à propos de procéder au vote sur l'Article XII, en renvoyant à la prochaine séance la discussion de la proposition du premier Délégué de Grande-Bretagne, il proposerait dans ce cas pour cet article la rédaction suivante :

" La présente Convention demeurera en vigueur pendant une période de quinze ans à dater de l'ouverture de l'Empire."

M. van der Pot fait la déclaration suivante :

" J'ai l'honneur d'informer les honorables Délégués à cette Conférence que, conformément aux instructions que j'ai reçues du Gouvernement des Pays-Bas, je dois réserver de façon spéciale l'approbation par le Parlement hollandais et de la Convention judiciaire et de la Convention commerciale, de même que de la prorogation à une année pleine du délai à intervenir entre la signature et l'échange des ratifications.— Cette Convention judiciaire ne formant qu'une partie du traité complet à intervenir, je me réserve donc le droit, lors de la conclusion de la Convention commerciale,

the end of a Convention. He would ask the Japanese Delegates to consent to this proposition.

The President stated that the Japanese Delegates were not in a position to accede to the request of the First Delegate of Great Britain at once. They must therefore reserve their reply for a subsequent occasion.

Sir Francis Plunkett said that, in view of the declaration of the President, he would call the attention of the Japanese Delegates to the joint declaration of the authors of the Anglo-German Project, of which he had already reminded the Conference. There could be no doubt whatever, in his opinion, that the most favored nation clause would apply equally to both Conventions.

The President observed that he was perfectly aware of the joint declaration referred to by the First Delegate of Great Britain. He must nevertheless repeat that the Japanese Delegates would reserve their reply on the question of the insertion of a clause respecting most favored nation treatment in the Jurisdictional Convention.

Mr. de Martino said that if the Conference thought fit to proceed to vote upon Article XII, leaving to the next sitting the discussion of the proposition of the First Delegate of Great Britain, then he would propose the following wording for that Article :—

" The present Convention shall remain in force for a period of 15 years from the date of the opening of the Empire."

Mr. van der Pot made the following declaration :

" I beg leave to inform the honorable Delegates at this Conference that, in accordance with instructions which I have received from the Government of the Netherlands, I must specially reserve the approval by the Parliament of the Netherlands of both the Jurisdictional and the Commercial Conventions, and also the extension of the period between signature and the exchange of ratifications to one calendar year. As this Jurisdictional Convention forms only a part of the whole Treaty to be concluded, I beg to reserve the right at the conclusion of the Commercial Convention

“ de réclamer soit l'insertion d'un article séparé, soit une déclaration, constatant que les Délégués du Gouvernement Impérial Japonais acquiescent aux conditions ci-dessus, et les reconnaissent comme s'appliquant simultanément à la Convention judiciaire et à la Convention commerciale.”

M. Schévitch, se référant à la proposition de M. de Martino relative à l'Article XII, proteste contre l'idée de prendre comme point de départ pour la durée des traités la date de l'ouverture de l'Empire, c'est-à-dire la date de l'exécution d'une clause de la Convention même. D'ailleurs, cette date est loin d'être précise, attendu que l'Article I de la Convention porte que le Gouvernement Impérial japonais s'engage à ouvrir l'Empire aux étrangers *dans les deux ans* qui suivront l'échange des ratifications. Dans l'opinion de l'orateur, et comme il a déjà eu précédemment l'honneur de le déclarer, la seule date qui puisse servir de point de départ est celle de l'échange des ratifications de la Convention.

Sir Francis Plunkett fait observer, en réponse, que si la date de l'échange des ratifications était seule prise comme point de départ de la mise en opération de la Convention, sans référence aucune à l'ouverture de l'Empire, la période durant laquelle le pays demeurerait ouvert en vertu du traité pourrait se trouver être moindre de quinze années.

M. Schévitch réplique qu'il avait prévu l'objection qui lui est faite et que, pour la détruire, il suffirait d'ajouter à la Convention une clause ainsi conçue :

“ Il est bien entendu que si l'ouverture de l'Empire subissait, par suite de circonstances fortuites, un retard non prévu dans la Convention, le terme du présent traité sera prorogé en conséquence.”

Sir Francis Plunkett propose d'ajouter à la suite des mots : “ après l'échange des ratifications,” les mots : “ qui aura lieu en même temps que l'échange des ratifications de la Convention commerciale de même date.”

Le Président accepte cette proposition pour M. Aoki et pour lui-même, et exprime l'opinion

“ to apply either for the insertion of a separate Article, or for a declaration on the part of the Imperial Japanese Delegates that they agree to the conditions above stated, and understand them to apply equally to both the Judicial and the Commercial Conventions.”

Mr. Schévitch, referring to the amended wording for Article XII proposed by the Delegate of Italy, protested against the idea of taking, as the period of commencement of the treaties, the date of the opening of the country, that was to say, the date of the execution of a clause of the Convention itself. This date was moreover far from precise, since Article I of the Convention stated that the Imperial Government of Japan undertook to open the Empire to foreigners *in the two years* which would follow the exchange of ratifications. In his opinion, and as he had already had occasion to observe, the only date which could serve as the date at which the treaties would come into operation was the date of the exchange of the ratifications of the Convention.

Sir Francis Plunkett observed, in reply to the Delegate of Russia, that if the date simply of the exchange of ratifications were taken as the date of coming into operation of the Treaty, without reference to the date of the opening of the country, the period during which the country would remain open under this Treaty might possibly be less than 15 years.

Mr. Schévitch replied that he had foreseen the objection which was made; in order to dispose of it, it would be sufficient to add to the Convention a clause to the following effect :—

“ It is well understood that should, through unforeseen circumstances, a delay not provided against by this Convention occur in the opening of the country, the duration of the present Treaty shall be prolonged accordingly.”

Sir Francis Plunkett proposed to add the words “ which shall take place at the same time as the exchange of the ratifications of the Commercial Convention of even date herewith,” after the words “ exchange of ratifications.”

The President accepted this proposition, on behalf of the Japanese Delegates, and suggested

qu'il serait opportun de déterminer un délai pour l'échange des ratifications.

Une discussion s'engage sur ce point, à la suite de laquelle l'Article XII est accepté par la Conférence sous la forme suivante :

ARTICLE XII.

“ Le présent traité demeurera en vigueur pendant une période de dix-sept années à dater du jour de l'échange des ratifications, qui aura lieu en même temps que l'échange des ratifications de la Convention commerciale de même date.”

“ L'échange des ratifications aura lieu à Tokio, un an après la signature de la Convention, ou plus tôt si faire se peut.”

Le Président rappelle que, pour tous les articles votés par la Conférence à la présente séance, le Protocole demeurera ouvert pour l'insertion du vote du Délégué des Etats-Unis.

M. Aoki remet aux Délégués le texte du projet de Convention commerciale, et fait connaître que les Délégués japonais ne peuvent dire encore s'ils seront prêts à discuter cette Convention à la prochaine séance.

Sur la motion du Président, la Conférence s'ajourne alors au vendredi 22 avril, à 2 heures de l'après-midi, et la séance est levée à 5 heures et demie.

Signé :

SIENKIEWICZ.
R. DE MARTINO.
G. NEYT.
HOLLEBEN.
ZAPPE.
SCHÉVITCH.
J. DELAVAT.

Certifié conforme à l'original :

BARON DE SIEBOLD.
D. W. STEVENS.
T'SUDZUKI KEIROKU.
JOHN. H. GUBBINS.
P. DE LUCY-ROSSARIEU.

the desirability of naming a term within which the exchange of ratifications should take place.

A discussion ensued upon this point, and the Article was finally adopted in the following amended form :—

ARTICLE XII.

“ This Convention shall remain in force for seventeen years after the exchange of ratifications, which shall take place at the same time as the exchange of the ratifications of the Commercial Convention of even date herewith.”

“ The exchange of ratifications shall take place at Tokio within one year after the signature of this Convention, or sooner if possible.”

The President stated that in the case of all the Articles, upon which the Conference had voted at the present meeting, the Protocol would be left open for the insertion of the vote of the Delegate of the United States.

Mr. Aoki distributed to the Delegates copies of the Draft Commercial Convention. He added that the Japanese Delegates could not yet say whether they would be prepared to discuss this Convention at the next meeting.

On the motion of the President the Conference then adjourned until Friday the 22nd April at 2 o'clock in the afternoon.

The meeting terminated at half past 5 o'clock.

Signed :

INOUE.
AOKI.
ZALUSKI.
F. R. PLUNKETT.
NICHOLAS J. HANNEN.
J. J. VAN DER POT.
R. W. IRWIN.
J. LOUREIRO.

Certified to be a correct copy :